

# Venezuela infos

En Occident il y a bien longtemps que la gauche n'ose plus parler de démocratiser la propriété des médias. Les grands groupes privés imposent leur image du monde au service public et... balisent l'imaginaire de la gauche. Comme le Venezuela construit une démocratie participative et bat les records en nombre d'élections, les grands médias personnalisent le processus : «Chavez ceci», «Maduro cela», «populiste», «dictateur», «iranien». Ceci est le journal d'une révolution, aux antipodes de l'AFP ou de Reuters.

## HUIT MYTHES SUR L'ÉCONOMIE VÉNÉZUÉLIENNE

Publié par [Venezuela infos](#) dans [assemblée constituante](#), [commune](#), [Entreprise de propriété sociale](#), [Entreprise publique nationale du pétrole PDVSA](#), [histoire économique](#), [histoire de la révolution bolivarienne](#), [Histoire du Venezuela avant la révolution bolivarienne](#), [missions sociales](#), [Nationalisation](#), [Privatisation](#), [politique économique](#), [réindustrialisation nationale](#)

Par: Pasqualina Curcio

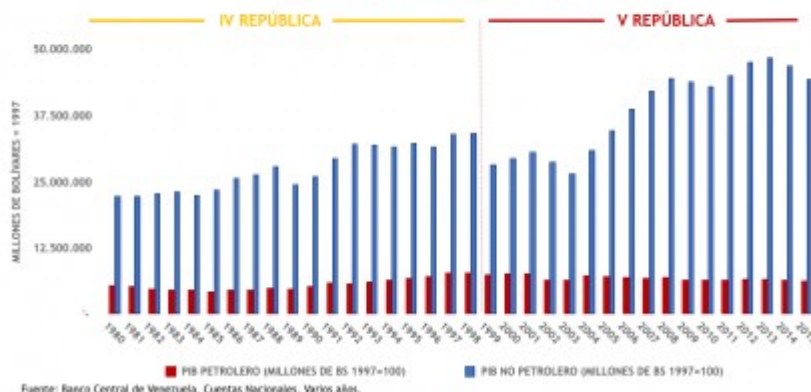


L'économiste et universitaire Pasqualina Curcio (Venezuela)

On nous a ressassé tant de fables sur l'économie vénézuélienne, qu'elles font aujourd'hui partie de la culture de masse. A l'heure où se noue un large dialogue social dans le cadre de l'Assemblée Constituante, il peut être important de visibiliser les lignes qui séparent le réel du fantastique dans ces histoires qu'on nous serine depuis l'enfance.

**1. « Le Venezuela est un pays monoproducteur ».** Tant chez nous qu'à l'étranger on a l'habitude de dire qu' *au Venezuela on ne produit que du pétrole*. Les chiffres publiés par la *Banque Centrale du Venezuela* indiquent le contraire. En moyenne, du total de la production nationale [1], 84% provient de l'activité non pétrolière. La production pétrolière n'occupe que les 16% restants.

### PRODUCTO INTERNO BRUTO (PETROLERO Y NO PETROLERO) REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA



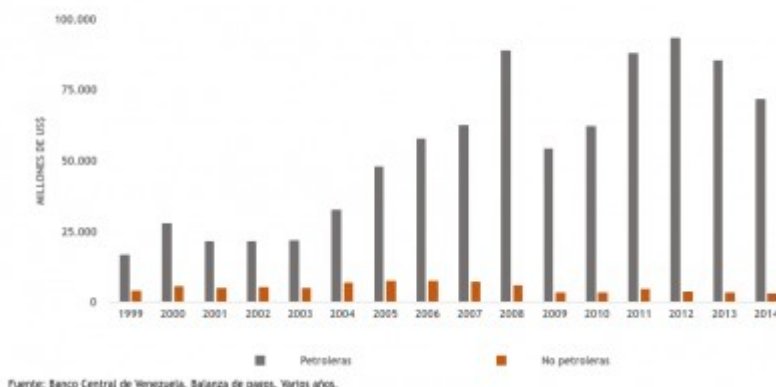
Dans le cadre de la production non pétrolière, c'est la manufacture qui occupe la première place (21%), suivie par les services offerts par le gouvernement général (15,6 %, à savoir santé, éducation, ordre public, sécurité et défense, protection sociale); viennent ensuite les services immobiliers avec 13,2%; le commerce et les services de réparation (12,6 %); la construction (8 %); les services communautaires (7%); l'agriculture, l'élevage et la pêche (6,4 %); les communications (5,9 %); enfin, le transport et le stockage avec 4,6 %.

### PRODUCTO INTERNO BRUTO (ACTIVIDAD NO PETROLERA) REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA



Si donc nous ne sommes pas ce pays mono-producteur qu'on nous a toujours présenté, l'économie vénézuélienne se caractérise en revanche par sa condition mono-exportatrice. Près de 90% des exportations concernent en effet le pétrole et sont réalisées par le secteur public (l'entreprise d'État *Petróleos de Venezuela*, PDVSA).

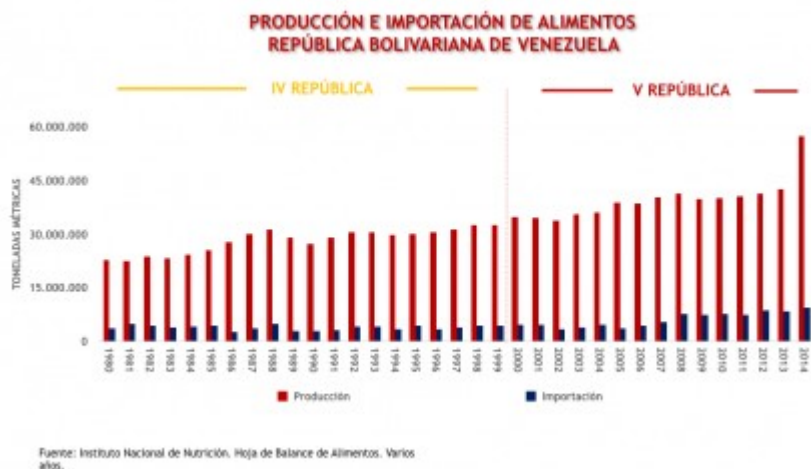
### EXPORTACIONES REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA



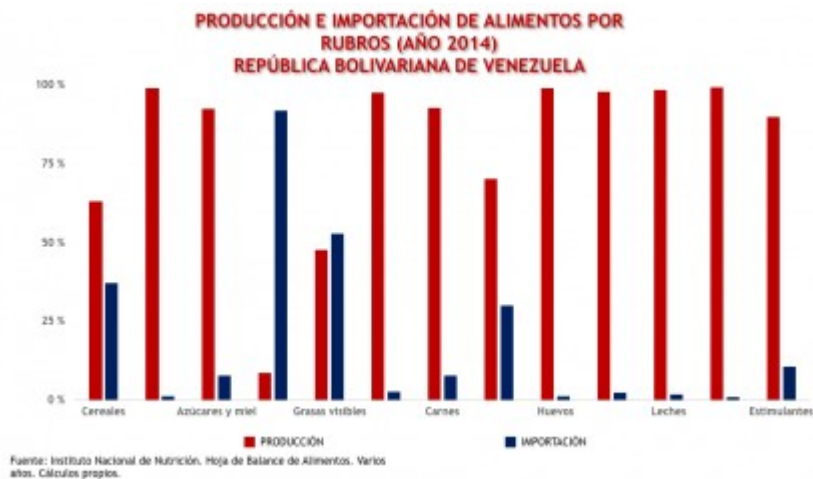
Le problème ne réside pas dans notre condition de pays mono-exportateur de pétrole, ni dans le fait que ce soit le secteur public qui s'en charge, mais dans la faible performance du secteur privé. Alors qu'on le présente toujours comme un secteur très efficace, celui-ci n'a exporté historiquement et en moyenne que moins de 10 % de ce total.

Quant aux 10% d'exportations non-pétrolières, ils sont formés par la vente de minéraux (26 %); les industries chimiques (45 %); le plastique et le caoutchouc (3 %), les métaux (10 %), tous produits par le secteur public [2]. L'exportation du secteur privé ne dépasse pas en moyenne 1% de ce total.

**2. « Nous ne produisons pas ce que nous mangeons ».** Une autre fable veut que tous les aliments que consomment les vénézuéliens soient importés. Rien de plus éloigné de la réalité. Du total des aliments disponibles, 88% en moyenne sont produits par nos paysans, éleveurs et pêcheurs en terres et en mers vénézuéliennes, les 12% restants furent et sont encore importés. [3]



Le Venezuela produit 99% des tubercules consommés, 92% des sucres, 97% des légumes, 92% des viandes, 99% des œufs, 98% des fruits et du lait, 90% des stimulants (café et thé). 63% des céréales. L'importation principale est le blé (100 %) et l'orge malté (100%), utilisés pour la production du pain et de la bière, ces deux derniers ne pouvant être produits sur place à cause du type de climat. 91% des légumineuses (haricots noirs, rouges, lentilles) que consomment les vénézuéliens sont importés alors qu'ils pourraient parfaitement être produits sur notre territoire. Nous importons aussi 53% des graisses, et spécifiquement le soja.



Sans doute certaines de ces fables ont-elles servi d'excuses aux grands capitaux, en particulier ceux

qui concentrent la production agroindustrielle, pour exiger de l'État de plus en plus de dollars au taux préférentiel avec l'argument que sans l'accès à ces devises, ils ne pourraient pas importer ces produits et la population subirait par conséquent la famine. Ils ont aussi servi à justifier l'endettement privé, et sa reconnaissance puis son remboursement par l'État...

50% de la production totale d'aliments traités par l'agro-industrie sont concentrés dans 10% du total d'entreprises privées [4]. En d'autres termes nous sommes face à une production alimentaire monopolistique.

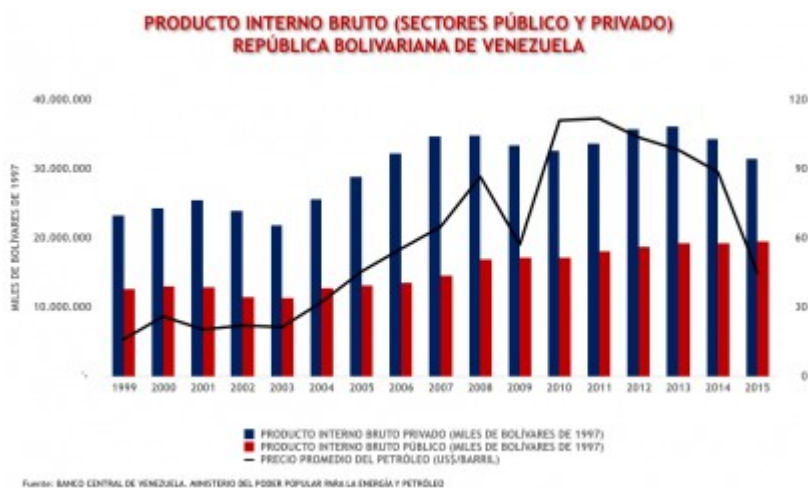
Bien qu'on ne le mentionne pas, c'est bien là une des principales faiblesses du modèle économique de production au Venezuela, non seulement par les effets pervers que produisent par nature les monopoles quant à la fixation des prix et des quantités, mais surtout par la dépendance d'une poignée d'entreprises qui produisent, importent et distribuent un bien aussi stratégique que l'alimentation de la population. Situation qui renforce le pouvoir de coercition que peuvent exercer ces entreprises, soit par intérêts économiques soit par intentionnalité politique, comme on l'observe ces dernières années au Venezuela.

Le principal enseignement à tirer de cette histoire est la différence entre sécurité et souveraineté alimentaire.

**3. « Le secteur public est improductif ».** On raconte aussi que le secteur public ne produit rien. En discriminant le total de la production par secteurs institutionnels, c'est-à-dire entre secteurs public et privé, nous nous rendons compte qu'en moyenne 34 % du Produit Interne Brut sont générés par le secteur public et 66% par le secteur privé.

Dans les activités du secteur public au Venezuela entrent principalement le pétrole, les services offerts par le gouvernement (santé, éducation, transport, défense, ordre public, sécurité, protection sociale), l'électricité, l'eau, l'activité minière.

Ces quatre dernières années, malgré la chute des prix du pétrole, facteur déterminant des niveaux de production au Venezuela et malgré les divers aspects de la guerre économique mise en place par le secteur privé – avec blocage de lignes de crédit international et inflation induite à travers la manipulation de la valeur de la monnaie dans le marché illégal, la production dans le secteur public a connu une augmentation.



La production du secteur public a augmenté de manière soutenue depuis 2003, y compris en 2009,

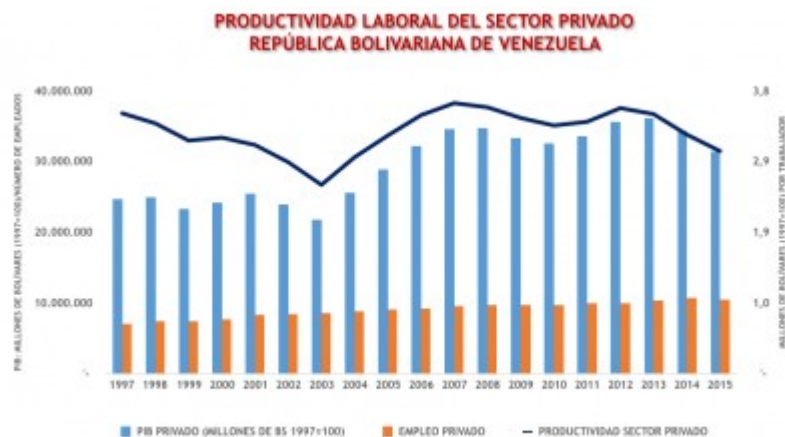
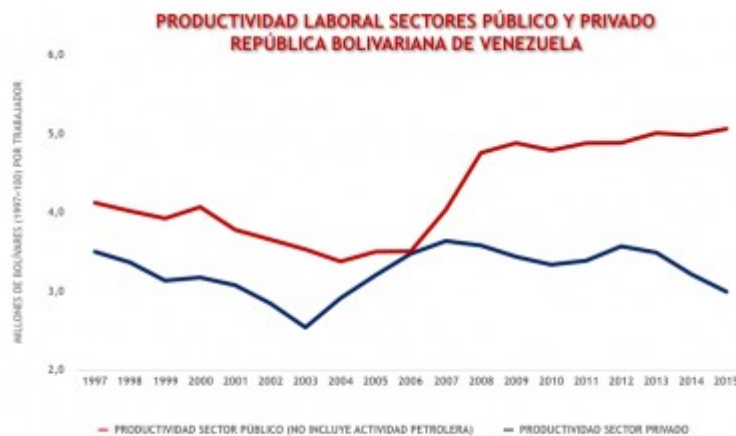
année qui a connu une chute de 34 % du prix du pétrole. Sans compter l'activité pétrolière, la prestation de services de la part du gouvernement occupe la deuxième place de la production après l'activité manufacturière.

**4. « Le secteur public, contrairement au secteur privé, est inefficace ».** On dit que l'État est inefficace, c'est-à-dire que dans le secteur public les travailleurs perçoivent un salaire mais ne font rien ou, au mieux, font peu. En revanche, les entreprises privées sont toujours réputées « plus efficaces ». Or, par définition, est réputé « efficace » celui qui produit plus avec moins de ressources. [5]

Cette fable a servi de socle à l'argumentaire selon lequel l'État ne doit pas intervenir dans l'économie.

Au Venezuela, en moyenne, la productivité du travail dans le secteur public, y compris dans pétrolier [6], a été 2,5 fois plus élevée que celle du secteur privé [7]. Depuis 1997 et jusque 2015, chaque travailleur public a produit 8,07 millions de bolivars annuels [8] alors que chaque travailleur du secteur privé en a produit 3,25 millions.

Même en excluant de ces calculs l'activité pétrolière, la productivité du travail du secteur public reste non seulement 1,3 fois plus forte que celle du secteur privé, mais a connu en outre depuis 2006 une augmentation de 44%, passant de 3,5 millions de bolivars annuels par travailleur à 5,1 millions [9]. En revanche et sur la même période, la productivité du travail du secteur privé a chuté de 14%.

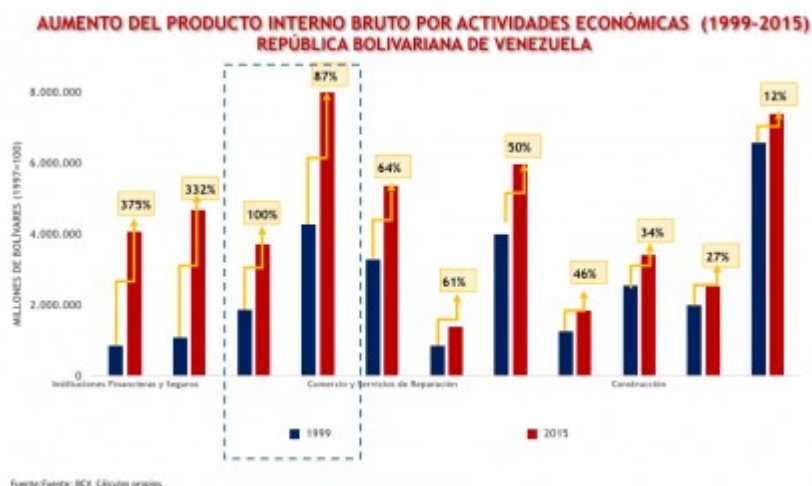




Ces résultats nous permettent de célébrer certains personnages de notre histoire contemporaine : les travailleurs du secteur public. Ouvriers des entreprises publiques, médecins, infirmières, ambulanciers, bio-analystes, institutrices, enseignants et travailleurs universitaires en général; ingénieurs et techniciens de maintenance et de nettoyage; ceux qui se chargent de nettoyer les rues et de ramasser les ordures; communicateurs; conducteurs du métro, des autobus; membres de la police; membres des Forces Armées Nationales Bolivariennes; pompiers; ceux qui travaillent dans le service diplomatique; les travailleurs de l'administration publique; ceux qui administrent la justice; les cuisiniers qui préparent les repas pour les écoliers; les musiciens des orchestres symphoniques; les entraîneurs sportifs; les gardiens de parcs et d'espaces boisés; ceux qui travaillent dans les ports et dans les aéroports, ceux qui administrent les processus électoraux, et même les députés, en fin tous ceux qui se lèvent tôt pour faire vivre le secteur public.

**5. « Seules les entreprises privées produisent ».** Cette fable classique voudrait que tout mode de production qui n'est pas privé a une moindre capacité de produire, non seulement par comparaison avec l'État mais aussi avec les services communautaires, les coopératives, les coopératives et les communes.

En fait, de 1999 – première année de la révolution bolivarienne – à 2015, le produit intérieur brut total a augmenté de 43%. Or, après les activités financières et de communications, celle qui a montré la plus forte augmentation durant la même période est celle des services communautaire et sociaux. En quatrième lieu vient la production de services du gouvernement général. Les activités agricoles, d'élevage, de manufacture, commerciales et de transport, qui sont principalement aux mains du secteur privé, enregistrent également des augmentations depuis 1999 mais de moindre grandeur.



Il ressort que ce ne sont pas les seuls modes de production privés qui apportent une valeur ajoutée à l'économie. La propriété d'État, comme nous l'avons déjà dit, non seulement occupe la deuxième place sur l'échelle de la production, et non seulement a crû ces dernières années – malgré la chute du prix du pétrole : elle a même connu une haute productivité du travail. La production de la propriété sociale a été une des activités économiques qui a enregistré la plus forte augmentation ces dernières années et a donc contribué dans une mesure majeure au produit intérieur brut.

La reconnaissance constitutionnelle d'autres modes de production en parallèle au mode déjà établi de la production privée, constituerait une avancée importante dans la démocratisation de la production et dans la diminution de la dépendance d'un petit nombre de grandes entreprises qui dans de nombreux secteurs monopolisent la production, l'importation et la distribution des biens et des services.

**6. « La production privée a chuté depuis 1999 (première année de la révolution bolivarienne) ».** C'est la rumeur publique, amplifiée par certains médias : depuis 1999 l'entreprise privée a été démantelée, et les politiques économiques issues du modèle d'égalité et de justice sociale ont créé une méfiance et découragé les investisseurs. On affirme de même que les contrôles des prix, le contrôle du marché des changes et la supposée manque de devises ont empêché les entreprises de produire.

Fiction, là encore : la production dans le secteur privé a augmenté en moyenne de 35% depuis 1999. Toutes les activités économiques aux mains du secteur privé ont enregistré des augmentations. Par exemple, l'activité des institutions financières et d'assurances, principalement privée, a explosé (375 %) durant la même période; le commerce a augmenté de 64 %; le transport et le stockage de 46 %; les communications de 332 %; l'agriculture, l'élevage et la pêche de 27 %; la manufacture, de 12 %; les services immobiliers de 50 %.

Plus : non seulement le produit intérieur brut du secteur privé a augmenté, mais le taux de rentabilité du capital a connu une croissance soutenue depuis 2003, pour se situer en 2008 [10] aux niveaux historiques les plus élevés depuis 1970, soit 22%.



Sans doute ceux qui répètent cette fable veulent justifier le retour au modèle néolibéral qui cesserait de contrôler les prix des biens essentiels produits par les grands monopoles, gèlerait les salaires, privatiserait les services publics, et permettrait à quelques propriétaires de grands capitaux, parmi lesquels le système bancaire et financier, de s'approprier les devises obtenues grâce à l'exportation

du pétrole.

### 7. « On ne produit pas parce que le gouvernement a exproprié toutes les entreprises privées ».

Le mythe selon lequel le gouvernement a exproprié presque toutes les entreprises privées s'ajoute à la liste en vogue depuis quelques années.

Des 28.222 unités économiques correspondant à l'activité industrielle, seules 363, soit 1,2 %, sont aux mains du secteur public. Les 98,71 % restantes appartiennent au secteur privé. Quant aux unités économiques liées aux activités commerciales, le secteur public n'en réunit que 294 sur un total de 243.444, c'est-à-dire seulement 0,12 %. Les 99,87 % restants des unités correspondant à cette activité appartiennent au secteur privé. De la même manière, l'activité des services n'appartient que pour 0,88 % au secteur public (943 sur un total de 111.333 unités). Le reste appartient au secteur privé. [11]

UNIDADES ECONÓMICAS POR SECTOR, SEGÚN TIPO DE ACTIVIDAD QUE DESARROLLA  
REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA

Tipo de actividad que desarrolla	Sector Público		Tipo de actividad que desarrolla	Sector Privado	
	Unidades Económicas	%		Unidades Económicas	%
<b>Total</b>	<b>31.937</b>	<b>100,00</b>	<b>Total</b>	<b>439.985</b>	<b>100,00</b>
1. Administración Pública	4.162	13,00	1. Industrial	27.859	6,33
2. Educativa	11.090	34,72	2. Comercio	243.150	55,26
3. Médico Asistencial	9.693	30,04	3. Servicios	110.360	26,08
4. Deportiva	3.453	10,81	4. Educativa	3.503	0,8
5. Cultural	737	2,31	5. Médico Asistencial	19.078	4,34
6. Recreativa	58	0,18	6. Deportiva	1.026	0,23
7. Colectividad	163	0,48	7. Cultural	908	0,21
8. Seguridad y Defensa	1.023	3,20	8. Recreativa	21.909	4,98
9. Entidad Financiera	38	0,12	9. Construcción	4.500	1,02
10. Industrial	363	1,14	10. Agrícola (Animal o Vegetal)	346	0,08
11. Comercio	294	0,92	11. Religiosa	7.053	1,6
12. Servicios	983	3,08	12. Órgano extraterritorial	49	0,01
			13. Entidad Financiera	254	0,06

Nota: No incluye viviendas con actividad económica.  
Fuente: Instituto Nacional de Estadística. IV Censo Económico 2007-2008.

8. « Nous ne vivons que de la rente pétrolière ». Cette fable est la plus élaborée et la plus diffusée de toutes. Elle véhicule un message idéologique particulièrement puissant : « les vénézuéliens sont paresseux, ils ne travaillent pas », dont la fonction est d'occulter le principal problème de l'actuel modèle économique vénézuélien: l'usage, la distribution, et l'appropriation de la richesse, dont la rente pétrolière. Il importe de comprendre en effet qui, entre propriétaires du capital et propriétaires de la force de travail, « ne travaille pas », c'est-à-dire qui s'est approprié historiquement et en majeure proportion la rente pétrolière et de manière générale la valeur ajoutée de l'économie.

Nous reviendrons dans le prochain article sur cet aspect central, qui révèle ce qui doit être changé et dépassé dans ce qu'on appelle le modèle rentier pétrolier.

## Notes et références :

[1] Le Produit Intérieur Brut (PIB) mesure tous les biens et services produits dans une économie sur une période donnée, en général sur une année.

[2] *Institut National de Statistique* (INE). Système de Consultation du Commerce Extérieur. Chiffres disponibles depuis 1950. Nous avons eu accès à l'information recueillie depuis 1980.

[3] Données du Bilan de l'Équilibre Alimentaire, instrument mis en place depuis 1950 par l'*Institut National de Nutrition* (INN) pour mesurer la disponibilité d'aliments (production, importation et exportation).



[4] Chiffre de 2011, repris de l'Enquête des Grandes Entreprises Industrielles de décembre 2013, publiée par l'Institut National de la Statistique (INE).

[5] La productivité du travail est calculée en divisant le total de la production par le nombre de travailleurs.

[6] Chiffre obtenu en divisant le Produit Intérieur Brut (PIB) du secteur public par le nombre de travailleurs de ce secteur.

[7] Calcul effectué de 1997 à 2015.

[8] Pour l'année de base 1997.

[9] Bolivars indexés à la valeur de 1997.

[10] Nous disposons de ces données jusqu'à 2008, année à laquelle s'arrête le travail de Baptista Asdrúbal : *Bases Quantitatives de l'Économie Venezuelienne*.

[11] Institut National de Statistique. IVème Recensement économique 2007-2008.

<http://www.ine.gov.ve/documentos/Economia/IVCensoEconomico/pdf/InformeIVCE.pdf>

Source : <http://www.15yultimo.com/2017/06/17/mitos-sobre-la-economia-venezolana-i-version-ilustrada>

Traduction : Thierry Deronne

URL de cet article : <http://wp.me/p2ahp2-2Ie>

